

The Treaty of Lunéville

J. David Markham

When Napoleon became First Consul in 1799, his first order of business was to defend France against the so-called Second Coalition. This coalition was made up of a number of smaller countries led by Austria, Russia and Britain. The Austrians had armies in Germany and in Piedmont, Italy. Napoleon sent General Jean Moreau to Germany while he, Napoleon, marched through Switzerland to Milan and then further south, toward Alessandria. As Napoleon, as First Consul, was not technically able to lead an army, the French were technically under the command of General Louis Alexandre Berthier. There, on 14 June 1800, the French defeated the Austrian army led by General Michael von Melas. This victory, coupled with Moreau's success in Germany, led to a general peace negotiation resulting in the Treaty of Lunéville (named after the town in France where the treaty was signed by Count Ludwig von Cobenzl for Austria and Joseph Bonaparte for Austria. The treaty

secured France's borders on the left bank of the Rhine River and the Grand Duchy of Tuscany. France ceded territory and fortresses on the right bank, and various republics were guaranteed their independence.

This translation is taken from the website of the *Fondation Napoléon* and can be found at the following URL:

<https://www.napoleon.org/en/history-of-the-two-empires/articles/treaty-of-luneville/>. I am deeply grateful for the permission granted to use it by Dr. Peter Hicks of the *Fondation*. That French organization does an outstanding job of promoting Napoleonic history throughout the world. They used a slightly later printing of the treaty. I have made minor formatting changes to more closely match the format of the document in my collection. The engraving of Bonaparte is from my collection as well, and was made either in 1801 to celebrate this treaty or the following year to celebrate the Treaty of Amiens.



1801

TRAITÉ DE PAIX

*Conclu à Lunéville, le 20 Pluviôse an 9, entre
la République Française, l'Empereur et le
Corps germanique.*

Sa Majesté l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et le premier Consul de la République française, au nom du peuple français, ayant également à cœur de faire cesser les malheurs de la guerre, ont résolu de procéder à la conclusion d'un traité définitif de paix et d'amitié.

Sadite majesté impériale et royale ne désirant pas moins vivement de faire participer l'Empire germanique aux bienfaits de la paix, et les conjonctures présentes ne laissant pas le temps nécessaire pour que l'Empire soit consulté et puisse intervenir par ses députés dans la négociation; Sadite Majesté ayant d'ailleurs égard à ce qui a été consenti par la députation de l'Empire au précédent congrès de Rastadt, a résolu, à l'exemple de ce qui a eu lieu dans des circonstances semblables, de stipuler au nom du Corps germanique.

En conséquence de quoi les parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. I. et royale, le sieur Louis, comte du St. Empire Romain, de Cobenzel, chevalier de la Toison d'or, grand-croix de l'ordre royal de St. Etienne et de l'ordre de St. Jean de Jérusalem, chambellan, conseiller intime actuel de sadite Majesté impériale et royale, son ministre des conférences, et vice-chancelier de cour et d'état;

Et le premier Consul de la République française, au nom du peuple français, le citoyen Joseph Bonaparte, conseiller d'état.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, ont arrêté les articles suivans:

ART. I^{er}. Il y aura à l'avenir et pour toujours, paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, stipulant tant en son nom qu'en celui de l'Empire germanique et la République française; s'engageant sadite Majesté à faire donner par ledit Empire sa ratification en bonne et due forme au présent traité. La plus grande attention sera apportée, de part et d'autre, au maintien d'une parfaite harmonie, à prévenir toutes sortes d'hostilités par terre et par mer, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse être, en s'attachant avec soin à entretenir l'union heureusement rétablie. Il ne sera donné aucun secours et protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

II. La cession des ci-devant Provinces belgiques à la République française, stipulée par l'article 3 du traité de Campo-Formio, est renouvelée ici de la manière la plus formelle, en sorte que S. M. I. et R., pour elle et ses successeurs, sont en son nom qu'au nom

de l'Empire germanique, renonce à tous ses droits et titres aux susdites provinces, lesquelles seront possédées à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, par la République française, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

Sont pareillement cédés à la République française, par S. M. I. et Royale, et du consentement formel de l'Empire :

1°. Le comté de Falkeinstein avec ses dépendances :

2°. Le Fricktal & tout ce qui appartient à la maison d'Autriche sur la rive gauche du Rhin, entre Zurzach & Bâle; la République française se réservant de céder ce dernier pays à la République helvétique.

III. De même, en renouvellement et confirmation de l'art. 6 du traité de Campo-Formio, S. M. l'empereur et roi possédera en toute souveraineté et propriété les pays ci-dessous désignés; savoir :

L'Istrie, la Dalmatie et les îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique en dépendantes, les Bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes et les pays compris entre les États héréditaires de S. M. l'empereur et roi : la mer Adriatique et l'Adige depuis sa sortie du Tyrol jusqu'à son embouchure dans ladite mer; le Thalweg de l'Adige servant de ligne de délimitation; et comme, par cette ligne, les villes de Vérone et de Porto-Legnago se trouveront partagées, il sera établi sur le milieu des ponts desdites villes des ponts-levis qui marqueront la séparation.

IV. L'art. 18 du traité de Campo-Formio est pareillement renouvelé, en cela que S. M. l'empereur et roi s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgaw, qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénais.

V. Il est en outre convenu que S. A. R. le grand-duc de Toscane renonce, pour elle et ses successeurs et ayant cause, au grand-duché de Toscane et à la partie de l'île d'Elbe qui en dépend, ainsi qu'à tous droits et titres résultant de ses droits sur lesdits États, lesquels seront possédés désormais, en toute souveraineté et propriété, par S. A. R. l'infant duc de Parme. Le grand-duc obtiendra en Allemagne une indemnité pleine et entière de ses États d'Italie.

Le Grand-Duc disposera à sa volonté des biens et propriétés qu'il possède particulièrement en Toscane; soit par acquisition personnelle, soit par hérité des acquisitions personnelles de feu S. M. l'empereur Léopold II, son père, ou de feu S. M. l'empereur François I, son aïeul. Il est aussi convenu que les créances, établissemens et autres propriétés du grand-duché, aussi bien que les dettes dûment hypothéquées sur ce pays, passeront au nouveau Grand-Duc.

VI. S. M. l'empereur et roi, tant en son nom qu'en celui de l'Empire germanique, consent à ce que la République française possède désormais en toute souveraineté et propriété, les pays et domaines situés sur la rive gauche du Rhin, et qui faisaient partie de l'Empire germanique; de manière qu'en conformité de ce qui avait été expressément consenti au congrès de Rastadt, par la députation de l'Empire, et approuvé par l'empereur, le Thalweg du Rhin, soit désormais la limite entre la République française et l'empire germanique, savoir : depuis l'endroit où le Rhin quitte le territoire helvétique jusqu'à celui où il entre dans le territoire batave.

En conséquence de quoi la République française renonce formellement à toute possession quelconque sur la rive droite du Rhin, et

consent à restituer, à qui il appartient, les places de Duffeldorf, Ehrenbreistein, Philisbourg, le fort de Cassel et autres fortifications vis-à-vis de Mayence à la rive droite, le fort de Kehl et le vieux Brisach, sous la condition expresse que ces places et forts continueront à rester dans l'état où ils se trouveront lors de l'évacuation.

VII. Et comme par suite de la cession que fait l'Empire à la République française, plusieurs princes et états d'Empire se trouvent dépossédés, en tout ou en partie, tandis que c'est à l'Empire germanique collectivement à supporter les pertes résultantes des stipulations du présent traité, il est convenu entre S. M. l'empereur et roi, tant en son nom, qu'au nom de l'Empire germanique et la République française, qu'en conformité des principes formellement établis au congrès de Rastadt, l'Empire sera tenu de donner aux princes héréditaires qui se trouvent dépossédés à la rive gauche du Rhin, un dédommagement qui sera pris dans le sein dudit Empire, suivant les arrangemens qui, d'après ces bases, seront ultérieurement déterminés.

VIII. Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il est convenu, ainsi qu'il avait été fait par les articles 4 et 10 du traité de Campo - Formio, que ceux auxquels ils appartiendront, se chargeront des dettes hypothéquées sur le sol desdits pays; mais attendu les difficultés qui sont survenues à cet égard, sur l'interprétation desdits articles du traité de Campo-Formio, il est expressément entendu que la République française ne prend à sa charge que les dettes résultantes d'emprunts formellement consentis par les états des pays cédés ou des dépenses faites pour l'administration effective desdits pays.

IX. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, il sera accordé, dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par ledit traité, à tous les habitans ou propriétaires quelconques, main - levée du sequestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu. Les parties contractantes s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers, ainsi que par les établissemens publics desdits pays, et à payer ou rembourser toute rente constituée à leur profit sur chacune d'elles. En conséquence de quoi, il est expressément reconnu que les propriétaires d'action de la banque de Vienne, devenus Français, continueront à jouir du bénéfice de leurs actions et en toucheront les intérêts échus ou à échoir, nonobstant tout séquestre et toute dérogation qui seront regardés comme non-avenus, notamment la dérogation résultante de ce que les propriétaires, devenus Français, n'ont pu fournir les 30 et les 100 pour 100 demandés aux actionnaires de la banque de Vienne par S. M. l'empereur et roi.

X. Les parties contractantes feront également lever tous séquestres qui auraient été mis, à cause de la guerre, sur les biens, droits et revenus de S. M. l'empereur ou de l'Empire dans le territoire de la République française, et des citoyens français dans les états de sadite majesté ou de l'Empire.

XI. Le présent traité de paix, notamment les art. 8, 9, 10 et 15 ci-après, est déclaré commun aux Républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne.

Les parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance desdites Républiques, et la faculté aux peuples qui les habitent, d'adopter telle forme de gouvernement qu'ils jugeront convenable.

XII. S. M. I. et R. renonce, pour elle et ses successeurs, en sa-

veur de la République cisalpine, à tous les droits et titres provenans de ces droits, que S. M. pourroit prétendre sur les pays qu'elle possédoit avant la guerre, et qui, aux termes de l'article 8 du traité de Campo-Formio, font maintenant partie de la République Cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

XIII. S. M. I. et R. tant en son nom, qu'au nom de l'Empire germanique, confirme l'adhésion déjà donnée par le traité de Campo-Formio, à la réunion des ci-devant fiefs impériaux à la République Ligurienne, et renonce à tous droits et titres provenans de ces droits sur lesdits fiefs.

XIV. Conformément à l'article 11 du traité de Campo-Formio, la navigation de l'Adige servant de limites entre S. M. I. et roi, et ceux de la République Cisalpine, sera libre, sans que de part ni d'autre on puisse y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre.

XV. Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre, ainsi que les otages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auront pas encore été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de celui de la signature du présent traité.

XVI. Les biens fonciers et personnels, non aliénés, de S. A. R. l'archiduc Charles, et des héritiers de feu S. A. R. Madame l'archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la République française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans.

Il en sera de même des biens fonciers et personnels de LL. AA. RR. l'archiduc Ferdinand, et madame l'archiduchesse Béatrix, son épouse, dans le territoire de la République Cisalpine.

XVII. Les articles 12, 13, 15, 16, 17 et 23 du traité de Campo-Formio, sont particulièrement rappelés, pour être exécutés suivant leur forme et teneur, comme s'ils étaient insérés mot à mot dans le présent traité.

XVIII. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, cesseront d'avoir lieu, à dater du jour de l'échange des ratifications données au présent traité; d'une part, par S. M. l'empereur, et par l'empire Germanique; d'autre part, par la République française.

XIX. Le présent traité sera ratifié par S. M. l'empereur et roi, par l'Empire et la République française, dans l'espace de trente jours, ou plutôt, si faire se peut; et il est convenu que les armées des deux puissances resteront dans les positions où elles se trouvent, tant en Allemagne qu'en Italie, jusqu'à ce que lesdites ratifications de l'Empereur et Roi, de l'Empire et de la République Française, aient été simultanément échangées à Lunéville entre les plénipotentiaires respectifs.

Il est aussi convenu que dix jours après l'échange desdites ratifications, les armées de S. M. I. et R. seront rentrées sur ses possessions héréditaires, lesquelles seront évacuées dans le même espace de tems par les armées françaises, et que trente jours après ledit échange, les armées françaises auront évacué la totalité du territoire dudit Empire.

Fait et signé à Lunéville, le 20 pluviôse an 9 de la République Française, 9 février 1801.

LOUIS COMTE DE COBRENZ; Joseph BONAPARTE.

Treaty of Peace

concluded at Lunéville, Feb. 9, 1801, between the French Republic and the Emperor and the Germanic Body.

His Majesty, the Emperor and King of Hungary and Bohemia, and the First Consul of the French Republic, in the name of the French people, having equally at heart to put an end to the miseries of war, have resolved to proceed to the conclusion of a definitive treaty of peace and amity.

His said Imperial and Royal Majesty, not less anxiously desirous of making the Germanic Empire participate in the blessings of peace, and the present conjuncture not allowing the time necessary for the empire to be consulted, and to take part by its deputies in the negotiation; his said Majesty having, besides, regard to what has been agreed upon by the deputation of the empire at the preceding congress at Rastadt, has resolved, in conformity with the precedent of what has taken place in similar circumstances, to stipulate in the name of the Germanic body.

In consequence of which the contracting parties have appointed as their plenipotentiaries, to wit,

His Imperial and Royal Majesty, the sieur Louis Cobentzel, Count of the Holy Roman Empire, Knight of the Golden Fleece, Grand Cross of the Royal Order of St Stephen and of the Order of St. John of Jerusalem, chamberlain, and privy counsellor of his Imperial and Royal Majesty, his minister for conference, and vice-chancellor of court of state;

And the First Consul of the French Republic, in the name of the French people, has appointed citizen Joseph Bonaparte, counsellor of state; who, after having exchanged their full powers, have agreed to the following articles:

Art. I. There shall be henceforth and for ever, peace, amity, and good understanding, between his Majesty the Emperor, King of Hungary and Bohemia, stipulating, as well in his own name as that of the Germanic Empire, and the French Republic, his said Majesty engaging to cause the empire to give ratification in good and due form to the present treaty. The greatest attention shall be paid on both sides to the maintenance of perfect harmony, to preventing all hostilities by land and by sea, for whatever cause, or on whatever pretence, and carefully endeavouring to maintain the union happily established. No assistance or

protection shall be given, either directly or indirectly, to those who would do any thing to the prejudice of either of the contracting parties.

II. The cession of the ci-devant Belgic provinces to the French Republic, stipulated by the 3d article of the treaty of Campo Formio, is renewed here in the most formal manner, so that his Imperial and Royal Majesty, for himself and his successors, as well in his own name as in that of the Germanic Empire, renounces all his right and title to the said provinces, which shall be possessed henceforth as its sovereign right and property by the French Republic, with all the territorial property dependant on it.

There shall also be given up to the French Republic by his Imperial and Royal Majesty, and with the formal consent of the empire:

1st, The comté of Falkenstein, with its dependencies.

2d, The Frickthall, and all belonging to the house of

Austria on the left bank of the Rhine, between

Zarzach and Basle; the French Republic reserving

to themselves the right of ceding the latter country to the Helvetic Republic.

III. In the same manner, in renewal and confirmation of the 4th article of the treaty of Campo Formio, his Majesty the Emperor and King shall possess in sovereignty, and as his right, the countries below enumerated, viz. Istria, Dalmatia, and the ci-devant Venetian isles in the Adriatic dependant upon those countries, the Bocca de Cattaro, the city of Venice, the canals and the country included between the hereditary states of his Majesty the Emperor and King; the Adriatic sea, and the Adige, from its leaving the Tyrol to the mouth of the said sea; the towing path of the Adige serving as the line of limitation. And as by this line the cities of Verona and of Porto Legnano will be divided, there shall be established, on the middle of the bridges of the said cities, drawbridges to mark the separation.

IV. The 18th article of the treaty of Campo Formio is also renewed thus far, that his Majesty the Emperor and King binds himself to yield to the Duke of Modena, as an indemnity for the countries which this prince and his heirs had in Italy, the Brisgau, which he shall hold on the same terms as those by virtue of which he possesses the Modenese.

V. It is moreover agreed, that his Royal Highness the Grand Duke of Tuscany shall renounce, for himself and his successors, having any right to it, the Grand Duchy of Tuscany, and that part of the isle of Elba which is dependant upon it, as well as all right and title resulting from his rights on the said states, which shall be henceforth possessed in complete sovereignty, and as his own property, by his Royal Highness the infant Duke of Parma. The Grand Duke shall obtain in Germany a full and complete indemnity for his Italian states. The Grand Duke shall dispose at pleasure of the goods and property which he possesses in

Tuscany, either by personal acquisition, or by descent from his late father, the Emperor Leopold II, or from his grandfather the Emperor Francis I. It is also agreed, that the credits, establishments and other property of the Grand Duchy, as well as the debts secured on the country, shall pass to the new Grand Duke.

VI. His Majesty the Emperor and King, as well as in his own name as in that of the Germanic Empire, consents that the French Republic shall possess henceforth in complete sovereignty, and as their property, the country and domains situated on the left bank of the Rhine, and which formed part of the Germanic Empire: so that, in conformity with what had been expressly consented to at the congress of Rastadt, by the deputation of the empire, and approved by the Emperor, the Thalweg of the Rhine will henceforth be the limit between the French Republic and the Germanic Empire; that is to say, from the place where the Rhine leaves the Helvetic territory, to that where it enters the Batavian territory.

In consequence of this, the French Republic formally renounces all possession whatever on the right bank of the Rhine, and consents to restore to those whom it may belong, the fortresses of Dusseldorff, Ehrenbreitstein, Philipsburgh, the fort of Cassel, and other fortifications opposite to Mainz, on the right bank, the fort of Kehl, and Old Brisach, on the express condition that these places and fortresses shall continue and remain in the state in which they were at the time of their evacuation.

VII. And as, in consequence of the cession which the empire makes to the French Republic, several Princes and states of the empire will be dispossessed, either altogether or in part, whom it is incumbent upon the Germanic Empire collectively to support, the losses resulting from the stipulations in the present treaty, it is agreed between his Majesty the Emperor and King, as well in his own name as in that of the Germanic Empire, and the French Republic, that in conformity with the principles formally established at the congress of Rastadt, the empire shall be bound to give to the hereditary Princes who shall be dispossessed on the left bank of the Rhine, an indemnity, which shall be taken from the whole of the empire, according to arrangements which on these bases shall be ultimately determined upon.

VIII. In all the ceded countries, acquired or exchanged by the present treaty, it is agreed, as had already been done by the 4th and 10th articles of the treaty of Campo Formio, that those to whom they shall belong shall take them, subject to the debts charged on the said countries; but considering the difficulties which have arisen in this respect, with regard to the interpretation of the said articles of the treaty of Campo Formio, it is expressly understood, that the French Republic will not take upon itself any thing more than the debts resulting from the loans formally agreed to by the states of the ceded countries, or by the actual administration of such countries.

IX. Immediately after the change of the ratifications of the present treaty, the sequestration imposed on the property, effects, and revenues of the inhabitants or proprietors, shall be taken off. The contracting parties oblige themselves to pay all they may owe for money lent them by individuals, as well as by the public establishments of the said countries and to pay and reimburse all annuities created for their benefit on every one of them. In consequence of this, it is expressly admitted, that the holders of stock in the bank of Vienna, become French subjects, shall continue to enjoy the benefit of their funds, and shall receive the interest accrued, or to accrue, notwithstanding any sequestration, or any demand, derogatory to their rights, particularly notwithstanding the infringement which the holders aforesaid, become French subjects, sustained by not being able to pay the 30 and 100 percent demanded by his Imperial and Royal Majesty, of all creditors of the bank of Vienna.

X. The contracting parties shall also cause all the sequestrations to be taken off, which have been imposed on account of the war, on the property, the rights, and revenues of the Emperor, or of the empire, in the territory of the French Republic, and of the French citizens in the states of his said Majesty or the empire.

XI. The present treaty of peace, and particularly the 8th, 9th, 10th, and 15th articles, are declared to extend to, and to be common to the Batavian, Helvetic, Cisalpine, and Ligurian Republics. The contracting parties mutually guarantee the independence of the said republics, and the right of the people who inhabit them to adopt what form of government they please.

XII. His Imperial and Royal Majesty renounces, for himself and his successors, in favour of the Cisalpine Republic, all rights and titles arising from those rights, which his Majesty might claim on the countries which he possessed before the war, and which, by the conditions of the 8th article of the treaty of Campo Formio, now form part of the Cisalpine Republic, which shall possess them as their sovereignty and property, with all the territorial property dependant upon it.

XIII. His Imperial and Royal Majesty, as well in his own name as in that of the Germanic Empire, confirms the agreement already entered into by the treaty of Campo Formio, for the union of ci-devant imperial fiefs to the Ligurian Republic, and renounces all rights and titles arising from these rights on the said fiefs.

XIV. In conformity with the 11th article of the treaty of Campo Formio, the navigation of the Adige, which serves as the limits between his Majesty the Emperor and King, and the navigation of the rivers in the Cisalpine Republic, shall be free, nor shall any toll be imposed, nor any ship of war kept there.

XV. All prisoners of war on both sides, as well as hostages given or taken during the war, who shall not be yet restored, shall be so within forty days from the time of signing of the present treaty.

XVI. The real and personal property unalienated of his Royal Highness the Archduke Charles, and of the heirs of her royal highness the Archduchess Christina, deceased, situated in the countries ceded to the French Republic, shall be restored to them on condition of their selling them within three years. The same shall be the case also with the real and personal property of their Royal Highnesses the Archduke Ferdinand and the Archduchess Beatrice, his wife, in the territory of the Cisalpine Republic.

XVII. The 12th, 13th, 15th, 16th, 17th, and 27th articles of the treaty of Campo Formio, are particularly renewed, and are to be executed according to their form and effect, as if they were here repeated verbatim.

XVIII. The contributions, payments, and war impositions, of whatever kind, shall cease from the day of the exchange of the ratifications of the present treaty on the one hand, by his Imperial Majesty and the Germanic Empire, and on the other by the French Republic.

XIX. The present treaty shall be ratified by his Majesty the Emperor and King, by the empire, and by the French Republic, in the space of thirty days, or sooner if possible; and it is agreed that the armies of the two powers shall remain in their present positions, both in Germany and in Italy, until the ratification shall be respectively, and at the same moment, exchanged at Lunéville.

It is also agreed, that ten days after the exchange of the ratifications, the armies of his Imperial and Royal Majesty shall enter the hereditary possessions, which shall, within the same space of time, be evacuated by the French armies; and thirty days after the said ratifications shall be exchanged, the French armies shall evacuate the whole of the territory of the said empire.

Executed at Lunéville, Feb. 9, 1801

Publication Title:

The Annual Register [...] for the Year 1801, W. Otridge and son, [et al.]: London,

Page numbers:

270-274

Year of publication:

1802

Source:

<https://www.napoleon.org/en/history-of-the-two-empires/articles/treaty-of-luneville/>, courtesy of the Fondation Napoléon.